

## Coe-Rexecode analyse les hypothèses macroéconomiques et la trajectoire des finances publiques du PLF 2016

*A l'occasion du lancement du débat parlementaire sur le Projet de Loi de Finances pour 2016, Coe-Rexecode analyse l'équilibre macroéconomique du budget et la crédibilité de la trajectoire des finances publiques.*

### 1. Un scénario macroéconomique d'un optimisme mesuré

Les hypothèses de croissance retenues pour la construction du PLF 2016 nous semblent atteignables, bien qu'elles soient supérieures à celles que nous privilégions.

Nous retenons en effet la perspective d'une **progression de l'activité en France pour 2016 à peine supérieure à celle de 2015 : 1,2 %** pour la croissance du PIB en 2016 après **1,1 % en 2015**. Deux raisons principales expliquent cette prudence. Tout d'abord, l'environnement économique mondial s'est dégradé depuis quelques mois. Ensuite, les effets positifs pour l'activité des évolutions du prix du pétrole, des taux d'intérêt et du taux de change de l'euro contre le dollar sont en voie d'épuisement. Notre prévision de croissance pour 2016 est donc légèrement plus faible que la prévision officielle (1,2 % pour Coe-Rexecode, 1,5 % pour le gouvernement).

Ce sont surtout nos anticipations d'investissement productif hors construction pour 2016, qui sont plus prudentes que celles du gouvernement (2,8 % contre 4,9 %). **Le net redressement des profits des entreprises** obtenu grâce à la baisse du prix du pétrole, la baisse des taux d'intérêt et les effets du CICE et du Pacte de Responsabilité **ne se traduira que partiellement par un surcroît d'investissement**. Les entreprises ont en effet besoin de retrouver d'abord un équilibre de financement plus satisfaisant. Par ailleurs, on note que le scénario du gouvernement pour la prévision de masse salariale est élevé, ce qui comporte en germe le **risque de moins-values sur les cotisations sociales** si cette prévision ne se réalisait pas.

### 2. Une cible d'économies mouvante

La stratégie de consolidation budgétaire du gouvernement pour 2015-2017 repose sur l'affirmation d'une maîtrise stricte de la dépense publique. Celle-ci progresserait en volume de +0,9 % en 2015 puis de +0,4 % en 2016. Pour « crédibiliser » ces intentions, le gouvernement met en avant depuis l'automne 2014 un « plan d'économies de 50 milliards d'euros ». Cette présentation nous paraît très discutable. L'effort d'économies annoncé est en effet mesuré en écart par rapport à une « évolution tendancielle de la dépense » antérieurement très dynamique, supérieure à celle du PIB. Avec cette méthode, la simple stabilisation du poids de la dépense dans le PIB est présentée comme « une économie de dépense publique », sans précision sur la nature des moyens ou des dépenses qui sont concernées pour cet effort.

Plusieurs inconnues apparaissent dans le scénario du gouvernement quant à l'effort maîtrisé de la dépense publique.

- 1) Sur le seul périmètre de l'Etat, l'objectif d'économies s'établit à 5,1 milliards d'euros par rapport au tendanciel de croissance, cet objectif correspond à une stabilisation en euros courants des dépenses de l'Etat. **Les documents budgétaires donnent peu d'informations permettant d'identifier précisément cet effort dans les différents postes de la dépense.**
- 2) **Sur le champ de la sécurité sociale, l'objectif affiché d'économies est de 7,4 milliards d'euros en 2016** dont 3,4 milliards d'euros seraient économisés sur les dépenses d'assurance-maladie (avec un Objectif National de Dépenses d'Assurance-Maladie de +1,75 %). Cet objectif est **particulièrement ambitieux** et nécessitera un pilotage resserré. Les économies à réaliser sur les autres dépenses s'élèvent donc à 4 milliards d'euros en 2016. Comme en 2015, ces économies sont peu documentées et ne sont que partiellement du ressort de l'Etat.
- 3) S'agissant des collectivités locales, l'objectif affiché est un effort d'économies de 3,5 milliards d'euros en 2016, comme en 2015. L'année 2014 avait été marquée par une stabilisation en euros courants des dépenses des collectivités locales. Cette inflexion ne s'expliquait que par une très forte baisse de l'investissement, dont il est peu vraisemblable qu'elle se poursuive à un rythme comparable. **La maîtrise des dépenses des collectivités locales passera désormais par une inflexion des autres postes de dépenses, et en particulier la masse salariale.**

### 3. Une baisse bien faible du taux de prélèvements obligatoires

Selon le PLF, le **taux de prélèvements obligatoires ne baissera que très peu** : il s'établirait à 44,5 points de PIB, après 44,6 en 2015. Deux mesures sont mises en avant : une réduction de 6,5 milliards d'euros des prélèvements sur les entreprises liée à la deuxième étape du Pacte de Responsabilité ; une réduction de l'impôt sur les revenus des ménages de 2 milliards d'euros.

Cependant, en contrepartie de ces réductions, de nombreuses hausses d'impôts, pour la plupart votées avant la Loi de Finances pour 2016, toucheront les ménages et les entreprises. Au total, la réduction des prélèvements obligatoires devrait être limitée en 2016, avec un impact des mesures nouvelles de l'ordre de -2,4 milliards d'euros.

**Le cumul de l'ensemble des mesures nouvelles prises depuis la Loi de Finances 2011 permet de mesurer l'ampleur du choc fiscal subi depuis cinq ans. Notre compteur des mesures fiscales depuis 2011 s'établirait à 67,6 milliards d'euros pour l'ensemble des prélèvements obligatoires en 2016.**

Pour les entreprises, le cumul du CICE et du Pacte de responsabilité a permis de compenser une part importante, mais non intégrale, des hausses enregistrées de 2011 à 2013. Pour les ménages, la hausse de la pression fiscale se poursuit, atteignant désormais 58 milliards d'euros en mesures nouvelles depuis 2011.

#### Le compteur fiscal depuis 2011

En milliards d'euros	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cumul des mesures fiscales nouvelles	<b>16,3</b>	<b>43,0</b>	<b>74,4</b>	<b>72,8</b>	<b>70,0</b>	<b>67,6</b>
Dont :						
- prélèvements acquittés par les entreprises	9,5	17,3	32,7	20,1	13,9	9,6
- prélèvements acquittés par les ménages	6,8	25,7	41,7	52,6	56,1	58,0

Source : Coe-Rexecode depuis les documents budgétaires annuels

## 4. Nos prévisions économiques pour la France

Tableau de nos prévisions économiques pour la France

Variation en moyenne annuelle (en %)	2014	2015*	2016*
PIB en volume	0,2	1,1	1,2
Consommation des ménages	0,6	1,9	1,3
Investissement productif	2,0	1,5	2,8
Inflation (prix à la consommation)	0,5	0,1	0,9
Emploi salarié "marchand"	-0,2	0,1	0,4

Sources : Insee, \* Prévisions Coe-Rexecode

Contact presse : Camille Formentini / 01 80 48 14 80 [cformentini@footprintconsultants.fr](mailto:cformentini@footprintconsultants.fr)